

« Tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle, se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité. »

Jean Jaurès devant la Chambre des Députés en 1906.

CUL ET CHEMISE

« On nous a demandé de faire des efforts, on les a fait... Ça fait 4 ans que nos salaires n'ont pas évolué, 4 ans qu'on travaille pour rien. Et c'est nous qui trinquons. Et on nous demande aujourd'hui d'être gentils et de comprendre ?... On n'est pas venu chercher le conflit, Messieurs, on n'est pas venu pour être violents, on n'est pas venu pour vous manquer de respect... On est venu pour voir des gens qui puissent nous apporter des réponses et avoir le sentiment, l'impression, d'être pris en considération. Juste ça. Mais même ça, vous ne pouvez pas nous le donner. Pourtant, on est fier de le porter cet uniforme. Nous, on se bat pour notre compagnie. »

Très émue, une salariée d'Air France, tente d'interpeller des cadres supérieurs lors de l'envahissement du Comité Central d'Entreprise du 5 octobre. Elle n'a eu droit qu'à leur silence méprisant : ils continuent de discuter entre eux, comme si de rien n'était.

La scène a été filmée par une autre salariée et postée sur Facebook (Naty BeyCdg). Mais contrairement aux images de 2 cadres sans chemise, elle a peu été reprise par les médias qui modèlent l'opinion dans notre pays...

C'est pourtant plus que leur chemise que vont perdre les 2900 hommes et femmes que la société Air France va éjecter de ses effectifs (sans parachute doré).

De cette violence aucune mention dans la presse aux ordres !

Ni de la part de nos gouvernants. Il est vrai qu'en matière de dialogue social, ils n'ont plus grand chose à envier aux méthodes patronales. Ils viennent de nous le prouver en imposant le protocole d'accord minoritaire sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR), se mettant ainsi hors la loi !

Peut-être y a-t-il aussi une question d'accointances vestimentaires : il devient chaque jour de plus en plus évident que ce gouvernement est cul et chemise avec les milieux d'affaires dont on connaît l'aversion pour les « sans-culottes » qui veulent changer ce monde inhumain.

En tout cas, cela nous rappelle, toutes proportions gardées, l'ambiance d'un certain comité technique de la DRFIP 44, celui du 17/12/2013 au cours duquel, les collègues du SIE de Saint-Nazaire Sud-Est s'étaient exprimé, avec leur tripes, sur leur difficultés, face à une direction tout autant dépourvue d'affect que celle d'Air France. Nos hiérarques avaient gardé leur chemise intacte, mais certainement pas la considération des collègues à leur égard.

CHEMISE OU LINCEUL ?

Que reste-t-il aux salarié-es quand le gouvernement, répondant aux desiderata du patronat, casse le code du travail, dégingle les services publics, s'assoit sur le dialogue social et enfle l'uniforme libéral à l'envi ?

Il arrive que la colère et le désespoir se traduisent en violence, mais finalement, la violence, les salarié-es la retourne le plus souvent contre eux-mêmes.

LA VIOLENCE SOCIALE ÇA DÉCHIRE NOS VIES !



Une étude du Conseil Économique et Social de 2007 évalue le nombre de suicides en lien avec le travail à près de 400 par an.

Un phénomène en pleine expansion, en lien direct avec l'intensification que connaît le travail selon Annie Thébaud-Mony, sociologue et directrice de recherche à l'Institut National de la

Santé et de la Recherche Médicale (Inserm) : « En quelques années, l'obligation de travail s'est transformée en obligation de résultat. Les salariés sont soumis à des contraintes de plus en plus fortes, surtout en termes d'objectifs, et sont enjoins de s'investir toujours davantage dans l'entreprise. Chaque carrière faisant l'objet d'un traitement individualisé, chacun se retrouve seul, sans beaucoup d'espace pour négocier, face à des exigences sans cesse renforcées ».

ALEXANDRE LE PETIT

Lors des « Entretiens de Royaumont » de décembre 2014, devant un parterre de dirigeants d'entreprises, Alexandre de Juniac, Pdg d'Air France-KLM, s'est interrogé sur la notion d'acquis sociaux qu'il juge très imprécise et très floue : la durée légale du travail ou l'âge de la retraite par exemple, mais aussi l'interdiction du travail des enfants... dont le bien fondé lui semble douteux.

« On a d'abord interdit aux enfants de moins de huit ans de travailler, puis c'est monté à douze ans, puis à seize (...) C'est quoi, l'âge d'un enfant de nos jours ? Est-ce que c'est 16, 18, c'est 20 ans, c'est 22 ans ? (...) On pense donner le droit de vote à des enfants de 16 ans. Est-ce qu'il faut les faire travailler, pas travailler ? Pas sûr ».

Quant au dialogue social, de Juniac livre une anecdote : « Comme le disait mon homologue de Qatar Airways*, hier, à propos de la grève, M de Juniac, chez nous, ce ne serait pas possible, on les aurait tous envoyés en prison ».

Applaudissement dans la salle !

L'intervention hallucinée et hallucinante est en lien [ici](#).

SOLIDARITÉ

Une caisse de solidarité pour nos camarades d'Air France a été mise en place :

<https://www.lepotcommun.fr/pot/h8micqm8>

Un **rassemblement de soutien aux salarié-es d'Air France** aura lieu le jeudi 22 octobre, de 11 h à 14 h, devant le parvis de l'aéroport Nantes-Atlantique.

